

**INSTITUT DE L'ENTREPRISE**  
6, rue Clément Marot  
75008 Paris

**QU'EST-CE QUE LES «NOUVEAUX ECONOMISTES» ?**

par Henri LEPAGE  
12 juin 1978

L'interview qui suit a été publiée en  
italien dans le journal libéral  
"L'OPINION" (daté du 30 mai 1978.

Ce texte résume l'essentiel des idées-force  
qui structurent mes deux livres :  
"Demain le Capitalisme" et  
"Autogestion et Capitalisme".

Q - Pour quelles raisons votre premier livre a-t-il pour titre : "Demain le Capitalisme" ? Qu'est-ce que les "nouveaux économistes" ?

R - Les "nouveaux économistes" sont des gens qui déclarent tout simplement que tous les maux de la société actuelle dont on a pris l'habitude de faire porter la responsabilité au Capitalisme et à l'économie de marché, ne sont pas la faute du capitalisme, mais la faute de ce que l'on a trop d'Etat.

Autrement dit, ce sont des gens qui disent que si nous avons actuellement beaucoup de problèmes, si beaucoup de gens sont insatisfaits de la société actuelle, ce n'est pas parce que nous avons trop de capitalisme, mais parce que nous n'avons pas assez de capitalisme, ou, ce qui revient au même, pas assez d'économie de marché. Et qui s'efforcent de le démontrer scientifiquement. Notamment en montrant que la plupart des interventions de l'Etat - sinon toutes - se retournent en définitive contre ceux qu'elles entendent protéger.

Mon livre est d'abord et avant tout un reportage sur ce courant scientifique et intellectuel qui est en train de révolutionner la pensée économique contemporaine. Ce courant a son centre de gravité à l'Université de Chicago. Il a près de vingt ans d'âge, mais restait jusqu'à présent presque totalement ignoré du public français et européen.

ooo

Q - Votre doctrine a été qualifiée de "Néo-capitalisme libertaire" par Jean-François REVEL. Qu'est-ce que cela signifie ?

R - Fondamentalement que je me refuse à plaider pour le Capitalisme en utilisant les thèmes traditionnels de la défense des valeurs morales de l'Occident, ou en invoquant - comme le font tous les libéraux traditionnels - les résultats passés des économies occidentales.

Ce qui fait la force du capitalisme, ce ne sont pas ses résultats en termes de richesses, mais le fait que l'économie de marché est le seul système d'organisation sociale - si on le laisse fonctionner - à pouvoir donner à chacun le maximum de chances de trouver dans la société ce qu'il désire, compte tenu des contraintes de rareté qui pèsent sur la collectivité. Et cela quelle que soit la nature de ces

besoins : qu'il s'agisse de besoins matériels (plus de confort par exemple), ou de besoins non-marchands de nature psychologique (comme le besoin de participation ou de responsabilisation).

Ce néo-capitalisme est "libertaire" en ce sens qu'il est tout aussi critique des institutions sociales, économiques et politiques de la société industrielle contemporaine que les contestataires gauchistes. Comme eux, il dénonce l'oppression des minorités qui, dans nos démocraties actuelles, résulte de l'application du principe majoritaire.

Pour nous, la finalité de la société est d'assurer le meilleur arbitrage possible dans l'allocation des ressources rares de la collectivité entre la multiplicité des finalités individuelles (tout est "rare" : pas seulement les ressources matérielles, l'énergie, mais aussi le temps, l'information, l'espace, etc...). Cela, pensons-nous, seule une véritable économie de marché généralisée, limitant au minimum le plus réduit possible le rôle de l'Etat (et donc la puissance des "lobbies" bureaucratiques : nous refusons à quiconque de juger pour les autres ce qui est bon pour eux) peut le réaliser.

...

Q - Pourquoi pensez-vous que l'intervention de l'Etat est responsable de la crise des sociétés industrielles - notamment de leur ingouvernabilité croissante ?

R - Parce que, tout simplement, l'Etat appelle l'Etat.

Plus l'Etat est présent, plus il est fort et dominant, plus il prend à Pierre pour donner à Paul, plus il devient avantageux pour un nombre croissant d'individus et de citoyens de consacrer une part croissante de leurs ressources à s'organiser de façon à utiliser le pouvoir de contrainte de la puissance publique au profit de leurs intérêts personnels ou corporatifs, au lieu de chercher à fonder leurs rapports sur des échanges réciproques à caractère contractuel. Autrement dit, par une sorte de cercle vicieux, plus l'Etat intervient, plus on lui demande d'intervenir.

On a là une des raisons fondamentales de la dynamique expansionniste et impérialiste des états modernes. Mais cette raison explique aussi le pourquoi de l'ingouvernabilité croissante des sociétés occidentales. L'extension du rôle de l'Etat crée une logique d'affrontement entre groupes organisés et monolithiques concurrents s'accusant réciproquement d'investir l'Etat pour 'exploiter' l'autre.

...

Q - Ne craignez-vous pas de vous voir reprocher de revenir à une conception très XIX<sup>ème</sup> siècle du libéralisme ? En quoi votre "néo-capitalisme" se différencie-t-il du laissez-faire d'autrefois ? Ne craignez-vous pas de défendre un système qui est essentiellement au service des "patrons" ?

R - "Laisser faire" ou pas "laisser faire", cette question n'a aucun sens. Le problème n'est pas là. Même si je considère que la meilleure société possible serait une société où tout serait organisé sur la base d'échanges contractuels, je reste réaliste. Je sais fort bien que, dans l'état actuel de notre technologie, cette "utopie" est irréalisable. Par ailleurs, il existe une "demande" d'intervention de l'Etat. Comme toute autre demande, cette "demande" particulière doit être satisfaite.

Aussi mon propos n'est pas de contester l'intervention de l'Etat en soi. Ce que les "nouveaux économistes" contestent, c'est la manière dont l'Etat s'y prend pour réaliser les fins qu'il se fixe.

Prenons, par exemple, les problèmes de solidarité. Il n'est pas question, comme on voudrait souvent nous le faire dire, de revenir sur les principes de solidarité sociale. Ce que nous disons, c'est que la façon dont ce principe de solidarité est actuellement mis en pratique est particulièrement catastrophique, et conduit à de formidables gaspillages par rapport aux résultats atteints. Ce que nous contestons, c'est la structure actuelle de nos réseaux et modes de transfert, non le principe en soi. Il n'est pas question de remettre en cause l'existence de tels transferts, si c'est ce que les citoyens demandent. Il s'agit seulement, d'abord, d'inciter à faire un effort d'imagination pour inventer de nouveaux systèmes de solidarité qui soient plus efficaces, ensuite d'aider nos concitoyens à prendre conscience de ce que s'il y avait plus de marché et moins d'Etat, il y aurait sans doute moins d'inégalités et moins d'injustices.

Bien des transferts ne sont en fait que des instruments utilisés pour corriger des inégalités et injustices qui résultent des précédentes interventions de l'Etat.

Quant aux "patrons", là encore il ne faut pas nous faire dire ce que nous ne disons pas. Nous ne défendons pas "le profit pour profit" ; cela n'aurait aucun sens. Ce que nous défendons, c'est la "concurrence", c'est-à-dire le mécanisme social qui fait que tout patron a toujours la menace de voir quelqu'un d'autre faire mieux et moins cher ce qu'il fait. Le miracle de la concurrence

est d'introduire dans la société une pression permanente à la baisse la plus forte possible des coûts de production. Et cette baisse des coûts, dans un monde où tout est rareté, est le seul élément qui permet d'accéder à plus de bien-être, qu'il s'agisse d'un bien-être matériel, ou d'un bien-être spirituel (les activités culturelles ou spirituelles étant elles-mêmes fortement consommatrices d'une ressource rare : le temps). Or ce qui crée la concurrence, c'est précisément le profit. Sans profit, pas de concurrence. C'est là, et pas ailleurs, que se trouve la véritable légitimité du profit.

Défendre la concurrence est tout le contraire de défendre les patrons. Car, pour eux, la concurrence est la plus dure et la plus terrible des contraintes. Et la preuve en est que, même s'ils défendent en parole l'économie de marché, leur première préoccupation, dans leurs actes, est d'essayer de se prémunir du mieux possible (notamment en faisant appel à l'Etat) contre cette contrainte.

La tendance actuelle de notre société est d'aboutir à ce que une part croissante des décideurs échappent précisément à cette contrainte. Ce que nous pensons c'est que l'intérêt de la collectivité est exactement l'inverse : à savoir qu'il faudrait qu'il n'y ait plus un seul décideur (qu'il appartienne au secteur privé, public ou coopératif) qui ait le privilège de pouvoir se mettre à l'abri du processus concurrentiel.

L'un de nos problèmes est , par exemple, de trouver des moyens pour réintroduire des phénomènes de concurrence même dans les services publics. C'est possible.

ooo

Q - Votre école s'insère essentiellement dans un courant de pensée de tradition anglo-saxonne. Comment se fait-il que nos pays latins soient généralement restés en dehors de ce courant ?

R - C'est un legs de l'histoire qui a voulu, pour des raisons que l'on peut expliquer, que ce soit dans nos pays que la tradition centralisatrice et bureaucratique soit la plus ancienne. Résultat : nos mentalités nationales ont été façonnées par une conception de l'Etat et de la chose publique très différente de celle qui s'est développée dans les pays anglo-saxons, notamment aux Etats-Unis. Mais ceux-ci sont en train, malheureusement, de rattraper rapidement leur retard.

- Q - Dans l'introduction de "Demain le Capitalisme, vous écrivez qu' "il est aujourd'hui impossible de mener une action politique efficace sans commencer par approfondir le problème des rapports entre les idéologies et la science économique." De son côté, Samuel Brittan a écrit que le marché est un instrument "au-delà des idéologies". Etes-vous d'accord avec lui ?
- R - C'est une question fort complexe. Je répondrai en disant qu'il n'y a pas de travail scientifique qui soit idéologiquement neutre. Ce qui différencie la qualité des différents travaux scientifiques, c'est seulement la plus ou moins grande importance du contenu purement idéologique qu'ils recèlent (c'est-à-dire le degré de liberté plus ou moins grand qu'ils prennent avec les règles de la vérification empirique). A l'inverse, il n'y a pas d'idéologie qui n'ait pas de prétention à avoir des soubassements scientifiques. La seule différence étant qu'il y a des idéologies plus ou moins scientifiques ; ou tout au moins des idéologies dont les bases scientifiques ont une probabilité de se rapprocher de la réalité plus ou moins grande.

Pour moi, l'économie "néo-libérale" n'est donc pas idéologiquement neutre. Mais, dans l'état actuel des connaissances scientifiques, il me semble que nous avons suffisamment d'éléments qui tendent à montrer que, de toutes les idéologies en présence, l'idéologie libérale est celle qui présente le plus de garanties scientifiques. Pourquoi ? Parce qu'elle est fondée sur un outil - le paradigme du marché - qui, du moins pour l'instant, apparaît comme le plus efficace et le plus performant de tous les outils utilisés en science sociale pour comprendre la complexité des phénomènes humains et sociaux.

La nouveauté du mouvement "néo-libéral" est ainsi de fonder le libéralisme d'abord et avant tout sur une conviction scientifique.

Q - Dans votre dernier livre, "Autogestion et Capitalisme" (Masson), vous présentez l'autogestion comme le moyen le plus efficace pour obtenir la transformation économique, politique et sociale de la société. Comment conciliez-vous Autogestion et Capitalisme ?

R - Le problème n'est pas de savoir si l'Autogestion est un système "meilleur" que le Capitalisme, ou l'inverse. Ce qui me préoccupe n'est pas de savoir s'il vaut mieux que les gens aient ceci (le capitalisme) ou cela (l'autogestion), mais de savoir comment donner aux gens ce qu'ils veulent, tout en respectant la diversité et la multiplicité des préférences individuelles sur lesquelles je m'interdis de porter tout jugement de valeur.

J'explique que si les gens veulent l'autogestion (ou plus exactement tout ce que l'autogestion signifie sur le plan de la transformation des rapports sociaux), eh bien ! c'est encore l'économie de marché, une véritable économie de marché, qui leur offre la meilleure garantie de leur donner un jour les moyens de réaliser leurs aspirations, sans que pour autant quiconque se voie imposé de vivre dans un système qui ne lui plaît pas.

Autrement dit, pour reprendre un raisonnement économique, si la "demande" d'autogestion croît, l'économie de marché assurera une "production" croissante d'autogestion. Ceux qui veulent l'autogestion doivent l'acheter sur le marché à son "prix social". Ce que l'expérience montre est qu'il y a encore fort peu de citoyens qui soient prêts, même lorsqu'ils la désirent, à acheter l'autogestion à son "prix" actuel. Ce "prix" dépend notamment de facteurs technologiques (comme la technologie de l'information). Plus le progrès technique permettra de réduire les coûts d'information ou d'organisation, plus ce prix baissera, et plus l'autogestion deviendra accessible, sa généralisation n'entraînant pas de sacrifices que les individus ne sont pas prêts à faire volontairement. L'accès à des formes d'organisation autogérées dépend donc de la poursuite et du rythme du progrès technologique. Or, le rythme du progrès technologique est étroitement lié à la sauvegarde présente d'un système d'économie de marché maximant l'intérêt individuel lié à l'innovation.

Ce que je veux donc dire par mon titre "Autogestion et Capitalisme", est que la voie de l'Autogestion, si les gens le désirent, passe par le retour à plus d'économie de marché - donc plus de capitalisme - même si cela peut paraître paradoxal.

Henri LEPAGE  
11 mai 1978